

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
16 mars 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 19<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 29 novembre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Tommo Monthe ..... (Cameroun)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires* ..... M. Kelapile

**Sommaire**

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice  
biennal 2012-2013 (*suite*)

*Technologies de l'information et des communications*

*Troisième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-60929X (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (suite)**

*Technologies de l'information et des communications (A/66/7/Add.1 et A/66/94)*

*Troisième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/66/7/Add.1 et A/66/381)*

1. **M<sup>me</sup> Casar** (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur les initiatives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies relatives aux technologies de l'information et des communications (A/66/94), considère que ces quatre initiatives amélioreront la gestion intégrée des technologies de l'information et des télécommunications (TIC), permettront de tirer parti des connaissances au moyen des TIC, renforceront la fourniture des services informatiques et télématiques et créeront une infrastructure informatique robuste. La création de 14 nouveaux postes a été proposée. Le montant total des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2012-2013 s'élève à 42 822 500 dollars, dont 15 % seront financés sur le budget ordinaire, 62 % sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 23 % à l'aide de ressources extrabudgétaires. Plus précisément, un crédit d'un montant de 5,6 millions de dollars sera inscrit au chapitre 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) et un montant de 784 300 dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui). Un crédit supplémentaire d'un montant de 6,6 millions de dollars sera inscrit au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2012, alors que le financement des sommes restant à couvrir à l'avenir, d'un montant estimatif de 13,3 millions de dollars et de 6,6 millions de dollars, sera pris en considération dans les futurs budgets du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 et pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014, respectivement ; un montant estimatif de 9,8 millions de dollars pour l'exercice biennal 2012-2013 sera financé au moyen de fonds extrabudgétaires.

2. Les incidences différées sur le budget de la création des 14 nouveaux postes proposés sont actuellement estimées à 2 325 600 dollars. Si l'Assemblée générale souscrit aux propositions du

Secrétaire général, il est demandé d'approuver des crédits de 5 639 100 dollars au chapitre 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications), et de 784 300 dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) pour un total de 6 637 500 dollars au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, ainsi qu'un crédit supplémentaire de 6 637 500 dollars au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2012.

3. Présentant le troisième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/66/381), **M<sup>me</sup> Casar** indique que le montant global des ressources nécessaires à l'exécution du projet, appelé Umoja, demeure inchangé à 315 792 300 dollars, et sera financé, selon la formule actuelle de partage des coûts, à l'aide du budget ordinaire (15 %), du compte d'appui aux opérations de la paix (62 %) et de fonds extrabudgétaires (23 %). Il a été estimé que le montant cumulé des dépenses engagées pour le projet Umoja serait de 121,3 millions de dollars d'ici à la fin de 2011. L'Assemblée est invitée à prendre note du rapport d'étape.

4. **M<sup>me</sup> Casar** rappelle que le montant de 17 806 300 dollars, représentant la part imputée au budget ordinaire des coûts relatifs au projet Umoja est inscrite au chapitre 29A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013. L'Assemblée générale est aussi invitée à prendre note du fait que les ressources demandées pour l'exercice biennal 2014-2015 d'un montant net de 13 269 700 dollars seront inscrites au même chapitre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 et que le financement des sommes restant à couvrir, dont le montant estimatif net s'élève à 56 006 500 dollars, sera imputé au compte d'appui des opérations de maintien de la paix pour les exercices commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

5. **M. Banbury** (Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions), prenant la parole en sa qualité de membre du Comité de pilotage du projet Umoja, fait une déclaration au nom de **M<sup>me</sup> Migiro**, Vice-Secrétaire générale. Il indique que les initiatives relatives aux TIC qui sont proposées ainsi que le projet Umoja sont des priorités stratégiques du Secrétariat. Les TIC constituent un moteur de l'innovation et fournissent également le large éventail des capacités nécessaires

pour mettre en œuvre la réforme de la gestion. Le Secrétaire général a conscience des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés les États Membres et sait également que d'aucuns se sont interrogés sur l'opportunité de financer de nouvelles initiatives concernant les TIC. Les propositions dont est actuellement saisie la Commission auront des avantages qualitatifs et quantitatifs importants à long terme et amélioreront les opérations informatiques et télématiques et d'autres programmes des Nations Unies. Elles permettront d'assurer la normalisation et la consolidation des TIC, contribuant ainsi enfin de compte à maîtriser les coûts et à accélérer la mise en œuvre de projets stratégiques à forte intensité de technologie, comme Umoja. Si l'Organisation n'investit pas maintenant dans les TIC, les dépenses opérationnelles continueront d'augmenter et les possibilités offertes d'améliorer la transparence, l'efficacité et l'efficience des programmes de travail de fond du Secrétariat et des opérations informatiques et télématiques ne seront pas exploitées. En outre, les initiatives relatives aux TIC contribueront aux efforts faits par le Secrétaire général pour faire plus avec moins, ce qui est impératif dans la conjoncture économique actuelle.

6. Depuis le rapport de 2010 sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie informatique et télématique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/65/491), le Secrétariat a continué de réaliser ses programmes et opérations stratégiques en utilisant au mieux les ressources disponibles tout en s'employant à répondre aux demandes de l'Assemblée souhaitant que lui soient présentées des propositions révisées. Le rapport dont est actuellement saisie la Commission (A/66/94) est le fruit de ces efforts. Le crédit demandé au titre du chapitre 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du budget de projet-programme concerne les ressources requises pour maintenir les opérations télématiques et informatiques critiques au Siège et pour s'acquitter, dans une mesure limitée, du mandat du Bureau des technologies de l'information et des télécommunications. Le budget de ce Bureau a diminué régulièrement ces dernières années, malgré la nouvelle mission qui lui a été assignée et une importante croissance de la demande de services TIC au Siège. Le Bureau de l'information et des télécommunications, qui a été établi en 2009 sans création de postes et sans ressources supplémentaires, a dû redéployer un volume important de ressources de ses opérations de routine

pour financer les nouvelles activités stratégiques hautement prioritaires dont il s'est trouvé chargé. L'absence persistante de ressources a non seulement nui à son aptitude à s'acquitter de son mandat, mais a aussi fait courir des risques importants aux opérations quotidiennes du Siège fortement tributaires des TIC. Il est indispensable de fournir les ressources nécessaires pour répondre à ces besoins essentiels.

7. Si le Secrétariat est totalement conscient du difficile climat économique, une forme ou l'autre de financement sera nécessaire dans les années à venir pour réaliser les objectifs de la stratégie TIC et faire face aux problèmes urgents qui se posent dans l'environnement télématique et informatique de l'Organisation. La proposition prévoit quatre initiatives intégrées qui ont été élaborées en consultation avec les départements et les bureaux et qui ont été revues par les organes de gouvernance des TIC, notamment le Comité exécutif des TIC. Ces efforts de coordination se poursuivront durant la mise en œuvre des initiatives, qui doivent permettre de renforcer les capacités fondamentales de gestion des moyens informatiques et télématiques de façon à mettre en œuvre la stratégie TIC du Secrétariat, à faire face aux problèmes systémiques et à rendre l'Organisation plus réactive, plus transparente et plus efficace.

8. S'agissant du projet Umoja, M. Banbury indique qu'il s'agit d'une pierre angulaire du programme de réforme de la gestion du Secrétaire général et qu'il améliorera la responsabilité, la transparence et les contrôles internes en utilisant les dernières technologies pour gérer les ressources humaines, financières et matérielles et instaurer les meilleures pratiques. Il permettra au Secrétariat de s'acquitter de ses mandats plus rapidement et plus efficacement en fournissant une seule solution globale pour remplacer les centaines de systèmes disparates et périmés actuellement utilisés.

9. Malgré les progrès réalisés et le dur travail accompli, Umoja a souffert de retards; un déploiement complet est maintenant prévu pour 2015 et non plus pour 2013. Aucun effort n'est ménagé pour remettre le projet sur les rails : des mesures ont été prises pour accélérer la mise en œuvre, notamment des dispositifs provisoires pour renforcer la gouvernance. Le Secrétaire général informera bientôt l'Assemblée générale de la nouvelle structure de direction du projet. Pour atténuer davantage l'impact des retards, une approche progressive compatible avec la mise en

œuvre d'une phase pilote approuvée par l'Assemblée a été mise en place. La première version du logiciel, appelée Umoja-démarrage, débutera en janvier 2013 et sera achevée d'ici à la fin de 2014. Elle permettra d'établir des composantes essentielles à la deuxième phase, appelée Umoja-extension, au cours de laquelle seront mises en place les autres fonctionnalités et qui s'achèvera en décembre 2015. Le déploiement prévu devrait permettre au personnel de commencer à utiliser le nouveau système d'ici à la fin de 2013 et donnera à l'Organisation la possibilité de respecter les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) d'ici à la date butoir de 2014. L'introduction progressive des nouvelles modalités de travail facilitera leur acceptation au sein de l'Organisation et permettra aussi d'accentuer le contrôle exercé par la direction sur le déploiement, car moins de changements interviendront en même temps.

10. Il est prévu qu'Umoja ramène les dépenses au titre des services d'appui administratif de 139 millions à 220 millions de dollars par an. Cela aura également des avantages d'ordre qualitatif, notamment des gains d'efficacité et de rapidité des interventions, le perfectionnement des dispositifs de responsabilisation, l'adoption des pratiques optimales et des normes internationales, l'amélioration de la transparence, le relèvement du degré de satisfaction du client et la consolidation des contrôles internes. Le Secrétaire général ne demande pas de ressources supplémentaires pour l'exercice biennal 2012-2013 : le coût total prévu d'Umoja reste de 315,8 millions de dollars et il sera maintenu sous surveillance. Les ajustements décrits contribueront à assurer la gestion adéquate du projet, à remédier aux retards, à atténuer les risques et les coûts et à faire en sorte que le projet aboutisse avec tous les avantages prévus.

11. **M. Kelapile** (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport connexe du Comité consultatif (A/66/7/Add.1), estime que le retard prévu de deux ans dans la mise en œuvre d'Umoja, qui aura une incidence sur l'application des normes IPSAS, traduit une gestion défailante du projet intégré de planification des ressources et remet en question l'adéquation et l'efficacité de ses structures de gouvernance, de décision et de gestion du risque. La situation démontre un manque d'engagement à l'égard du projet et une coopération et une coordination insuffisantes dans l'ensemble du Secrétariat. Le Comité consultatif

souligne donc que les enseignements doivent être analysés et appliqués de façon à éviter de répéter les mêmes erreurs à l'avenir et estime que le Comité de pilotage d'Umoja a un rôle important à jouer pour orienter la mise en œuvre, soutenir le Directeur et faciliter la prise de décisions et la résolution rapide des problèmes.

12. Tout doit être fait pour que le projet soit remis sur les rails et doté d'une équipe complète et que toutes les activités soient assurées comme prévu. Tout en prenant acte des changements qui ont été apportés pour s'attaquer au retard et renforcer le Comité de pilotage, le Comité consultatif recommande qu'une structure de gouvernance permanente soit établie aussitôt que possible et que le nouveau Directeur du projet soit recruté sans plus attendre. Les principaux problèmes à résoudre sont notamment le recrutement en temps voulu des membres de l'équipe du projet et des experts fonctionnels et la nécessité d'assurer les services de consultants ayant les compétences voulues; la prise des mesures nécessaires pour s'assurer les services d'un intégrateur de systèmes pour la phase suivante du projet; l'établissement d'un inventaire des systèmes à conserver pour lesquels il faudra créer une interface avec Umoja et des systèmes qui seront remplacés par Umoja; et l'identification des tâches à réaliser par les départements utilisateurs. Le Comité consultatif se félicite de la collaboration avec le Programme alimentaire mondial et de la décision de lancer une étude des solutions trouvées à l'échelle du système des Nations Unies en matière de progiciels de gestion intégrés.

13. Le Comité consultatif souscrit à la priorité accordée à la mise en œuvre des normes IPSAS durant la première phase d'Umoja. Les investissements importants consentis par les États Membres se justifient en partie par le fait qu'Umoja doit permettre d'améliorer et de réformer les procédures, notamment celles qui ont trait à la gestion axée sur les résultats, à la gestion des risques, au renforcement des dispositifs de contrôle interne, à l'amélioration des performances, à l'application du principe de responsabilité et à la recherche de gains d'efficacité et d'efficience dans la gestion des programmes. Ces améliorations demeurent des objectifs organisationnels essentiels, qui doivent être réalisés dans les limites du budget approuvé pour le projet Umoja.

14. S'agissant du rapport du Secrétaire général sur les initiatives TIC (A/66/381), M. Kelapile indique que

les propositions révisées qu'il contient permettront d'éviter une application au coup par coup de la stratégie informatique et télématique de l'Organisation. Si les projets d'études structurelles présentés dans un rapport précédent (A/65/491) ont été révisés, les principales propositions restent pour l'essentiel inchangées. Bien que les coûts globaux aient été réduits, les propositions continuent de représenter des dépenses considérables. En outre, le Comité consultatif n'est pas convaincu que toutes les activités associées aux initiatives TIC doivent être exécutées simultanément ou que le Secrétariat ait la capacité d'entreprendre et d'exécuter parallèlement avec succès un grand nombre d'initiatives complexes qui impliquent des changements institutionnels importants. Compte tenu des délais serrés à respecter pour l'adoption des normes IPSAS d'ici à 2014, le Secrétariat doit, dans la mesure du possible, éviter de lancer de nouvelles initiatives d'envergure et poursuivre l'exécution des projets en cours de façon plus progressive, afin de pouvoir analyser comme il convient les enseignements tirés de l'expérience récente et en tenir dûment compte. Par conséquent, le Comité consultatif recommande au Secrétaire général de revoir à nouveau les priorités et de réduire la portée des activités envisagées pour l'exercice biennal 2012-2013 au titre de chacune des initiatives informatiques, et de recenser les éléments susceptibles d'être ajournés sans que cela interrompe ou affecte de manière négative les activités en cours, mine ou compromette les rendements sur investissements déjà acquis.

15. Conscient de la nécessité d'assurer la direction et la coordination de l'infrastructure informatique et télématique intégrée, le Comité consultatif recommande que soit approuvée la création proposée d'un poste D-2 de Directeur du Service de la gestion de l'infrastructure. Il recommande également de maintenir les sept emplois de temporaire P-4 approuvés par l'Assemblée dans sa résolution 65/259 pour augmenter les moyens du Bureau de l'informatique et des communications. Le Secrétaire général propose de mener à bien ces initiatives sur une période de quatre années entre 2012 et 2015 et de les financer sur la base des dispositifs de partage des coûts approuvés pour Umoja. Comme noté dans le premier rapport du Comité consultatif sur le budget de projet-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/66/7), la part de ces ressources venant du budget ordinaire n'est pas prise en compte dans les propositions budgétaires pour 2012-2013. Toutes les ressources supplémentaires

approuvées par l'Assemblée représenteront donc des crédits supplémentaires au titre du chapitre 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) et du chapitre 20D (Bureau des services centraux d'appui) du projet de budget-programme pour le prochain exercice biennal.

16. **M<sup>me</sup> Power** (Observateur pour l'Union européenne), prenant la parole aussi au nom des pays candidats, l'Islande, le Monténégro et l'ex République yougoslave de Macédoine, des pays du processus de stabilisation et d'association, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, et la Serbie; ainsi que de la République de Moldova et de l'Ukraine, indique que l'Union européenne continue de soutenir la réforme de la gestion et la modernisation de l'Organisation des Nations Unies, notamment par le biais du système de gestion intégré. Il est indispensable de faire preuve d'un engagement soutenu à l'égard d'Umoja pour assurer son acceptation au niveau de l'ensemble de l'Organisation et tirer parti des avantages de ce nouveau système. Il est inquiétant toutefois de constater que le projet ne semble pas bien être sur les rails : le Secrétariat doit s'attacher en priorité à éviter d'autres retards, dépassements des coûts et utilisations non productives des ressources, et doit s'assurer qu'Umoja est exécuté dans les limites du budget approuvé de 315 millions de dollars.

17. La gouvernance du projet est aussi un sujet de préoccupation. L'absence d'un Directeur depuis mai 2011 est trop longue pour un projet aussi important et complexe. Une structure de gouvernance permanente, solide et efficace doit être mise en place pour Umoja lors de la première partie de la reprise de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle le Secrétaire général doit aussi rendre compte de la situation en matière de dotation en effectifs.

18. De manière générale, l'Union européenne se félicite des efforts faits pour dégager des synergies et adopter des normes et solutions communes en matière de TIC au sein du Secrétariat et dans l'ensemble du système des Nations Unies; il doute, toutefois, de la faisabilité des propositions actuellement examinées par la Commission. Soucieuse de ne pas lancer un autre grand projet TIC avant qu'Umoja et les normes IPSAS n'aient été mis en œuvre, l'Union européenne est d'avis qu'il faut examiner attentivement chacune des quatre initiatives, limiter leur portée et réduire en conséquence les structures de gestion envisagées. En

outre, les projets relatifs aux TIC et à Umoja ne doivent pas être mélangés, mais doivent faire l'objet de plans de mise en œuvre et de structures de gouvernance spécifiques.

19. Enfin, M<sup>me</sup> Power s'inquiète que des ressources supplémentaires soient demandées au budget ordinaire pour financer les propositions actuelles et réaffirme la position de l'Union européenne selon laquelle des mesures doivent être prises pour éviter une approche fragmentée en matière de budgétisation.

20. M<sup>me</sup> White (Australie), prenant la parole aussi au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, fait savoir que les trois délégations restent attachées à la réforme des TIC et à la mise en œuvre en temps voulu d'Umoja. Pour être efficace l'Organisation des Nations Unies doit disposer d'une approche globale et stratégique en matière de TIC, approche à la quelle doivent adhérer tous les niveaux de l'Organisation.

21. Au cours des six années qui se sont écoulées depuis son approbation par l'Assemblée, le projet Umoja a été victime de retards. Malheureusement, le recrutement des experts ayant les compétences voulues s'est heurté à des difficultés auxquelles les États Membres s'attendaient. Cependant, ils n'avaient pas prévu les problèmes actuels de gouvernance, qui auraient dû être réglés par les hauts responsables avant qu'ils ne nuisent au projet. Le retard prévu de deux années témoigne d'une défaillance de la gestion et aura un impact sur d'autres projets importants, comme la mise en œuvre des normes IPSAS.

22. M<sup>me</sup> White se félicite de la proposition du Secrétaire général de mettre en œuvre une stratégie révisée en matière de TIC à un coût réduit afin de remédier au caractère fragmenté de l'environnement télématique et informatique. Cependant, dans les temps économiques difficiles que le monde traverse, il ne suffit pas d'affirmer que la stratégie aura des avantages à long terme : les États Membres exigent davantage de précisions quant à ses résultats. Les délégations au nom desquelles M<sup>me</sup> White s'exprime examineront attentivement les propositions de façon à s'assurer que les gains promis puissent être obtenus moyennant une enveloppe budgétaire appropriée.

23. M. Dettling (Suisse), prenant la parole aussi au nom du Liechtenstein, considère que le retard de deux années du projet Umoja tient à des défaillances à différents niveaux. Le départ inattendu du Directeur du projet a privé celui-ci du contrôle nécessaire qui aurait

permis au Comité de pilotage de faire face aux problèmes en temps voulu. Il souscrit donc à la recommandation du Comité consultatif selon laquelle les facteurs ayant contribué au retard doivent être analysés et des enseignements doivent en être tirés.

24. Un leadership plus dynamique et une gouvernance plus rigoureuse du projet auraient atténué les problèmes rencontrés. Le Secrétaire général doit revoir la structure de gouvernance pour définir les mécanismes de responsabilité appropriés; et, dans l'intervalle, le Comité de pilotage doit faire tout son possible pour remettre le projet sur les rails. Compte tenu du rôle central joué par le projet Umoja dans la réforme de la gestion et la mise en œuvre des normes IPSAS, le Secrétaire général doit faire en sorte que ce projet soit mis en œuvre dans les nouveaux délais et qu'il puisse compter sur le soutien actif et concerté de toutes les parties prenantes.

25. Compte tenu des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet Umoja, le Secrétariat doit se montrer prudent pour ce qui est du lancement de nouvelles initiatives de grande échelle relatives aux TIC. Si les deux délégations sont convaincues que les TIC sont indispensables pour améliorer les méthodes de gestion, elles chercheront à savoir plus précisément quelle est la portée des initiatives envisagées et si elles répondent à des besoins immédiats.

26. M. Sul Kyung-hoon (République de Corée) regrette le délai prévu de deux années dans la mise en œuvre du projet Umoja, estimant qu'il aura des conséquences sur les coûts et une incidence sur la mise en œuvre des normes IPSAS. Aucun effort ne doit être ménagé pour remettre le projet sur les rails et assurer sa mise en œuvre dans les délais et sans dépasser le budget approuvé.

27. Malgré des dépenses annuelles estimées de l'Organisation au titre des TIC de 774 millions de dollars, l'environnement et les processus télématiques et informatiques ont été critiqués pour leur fragmentation et l'absence de normalisation. Les États Membres ont la responsabilité de fournir au Secrétariat les outils et les ressources nécessaires s'ils souhaitent que celui-ci puisse être comptable de l'efficacité et de l'efficacité de l'Organisation. La délégation coréenne souscrit aux quatre initiatives relatives aux TIC qui sont envisagées, même si les difficultés économiques actuelles risquent de rendre difficile la fourniture de toutes les ressources requises. Comme recommandé par

le Comité consultatif, le Secrétaire général doit revoir l'ordre des priorités des activités envisagées pour l'exercice biennal 2012-2013 et mettre en évidence celles qui pourraient être reportées.

28. **M. Okochi** (Japon) s'inquiète du retard de deux ans dans la mise en œuvre d'Umoja. Compte tenu de son importance pour la mise en œuvre des normes IPSAS et des ressources considérables déjà investies, il ne serait pas souhaitable d'abandonner le projet. Le Secrétariat devrait axer son attention sur Umoja de façon à s'assurer que ce projet est mis en œuvre d'ici à 2015 compte tenu de son budget actuel de 315 millions de dollars. Il faut rapidement remédier au nombre élevé de postes non pourvus de membres du personnel de projet et d'experts thématiques.

29. Une plus grande cohérence et coordination dans la gestion des ressources TIC auraient des avantages importants. Cependant, compte tenu de la nécessité d'assurer la discipline budgétaire, les projets relatifs aux TIC doivent faire l'objet d'une nouvelle hiérarchisation. La délégation japonaise demandera des précisions auprès du Secrétariat non seulement sur les avantages des projets envisagés mais aussi sur la faisabilité de l'exécution de manière simultanée d'un grand nombre d'initiatives complexes de réforme de la gestion.

30. **M. Torsella** (États-Unis d'Amérique) indique que sa délégation, qui continue de soutenir le projet Umoja en tant qu'élément essentiel de la réforme du système des Nations Unies, juge déconcertant que le troisième rapport d'étape (A/66/381) décrive des mesures destinées à remédier à des problèmes qui auraient pu être évités avec une meilleure planification et un meilleur leadership et craint que le produit final soit moins adapté et plus coûteux que prévu.

31. Les études ont montré que les trois causes principales des échecs dans la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré sont l'absence d'engagement par les hauts responsables; la médiocrité de la conception et de la gestion du projet; et une mauvaise appréciation du temps et des ressources requises. Il semble qu'Umoja donne des signes d'alerte. Premièrement, les hauts responsables ont fait preuve d'un manque de détermination à l'égard du projet. Le Comité de pilotage doit être présidé par un superviseur qui sera personnellement responsable d'assurer le succès du projet. Ce superviseur, qui doit être nommé lors de la première partie de la reprise de

la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, doit avoir une bonne connaissance des projets relatifs à la gestion intégrée et de la culture de l'Organisation des Nations Unies et de larges pouvoirs exécutifs doivent lui être donnés.

32. Deuxièmement, la révision des modalités de mise en œuvre et des délais semble permettre de remettre Umoja sur les rails, mais ne répond pas aux urgences potentielles et n'anticipe pas non plus les nouveaux défis. En outre, la délégation des États-Unis reste préoccupée par le risque de dépassements de coûts à l'avenir et d'attentes non satisfaites, compte tenu de l'absence d'une analyse financière révisée à l'appui de l'affirmation du Secrétaire général selon laquelle le projet sera achevé pour un coût de 315 millions de dollars et dégagera les avantages attendus. Une analyse complète des risques potentiels, des prévisions révisées d'avantages quantitatifs et des coûts associés à la charge des départements de l'Organisation des Nations Unies et des missions de maintien de la paix doit être présentée à l'Assemblée d'ici à la deuxième partie de la reprise à sa soixante-sixième session.

33. Troisièmement, la pleine mise en œuvre d'Umoja d'ici à la fin de 2015 exigera la synchronisation d'activités multiples selon un calendrier strict. M. Torsella voudrait savoir combien de temps il faudra pour embaucher le nouveau Directeur de projet et s'assurer les services d'un intégrateur des systèmes, dont dépend le succès global du projet. En outre, la délégation des États-Unis craint que si les postes critiques ne sont pas pourvus immédiatement, en particulier ceux d'experts thématiques et d'experts en logiciels, les délais révisés ne pourront pas, une fois encore, être tenus.

34. Le rapport sur les initiatives relatives aux technologies de l'information et des communications (A/66/94) présente des solutions crédibles, en particulier pour remédier à la fragmentation des ressources TIC. La délégation des États-Unis n'est pas convaincue toutefois, que des ressources supplémentaires soient requises à cette fin. Les demandes de ressources supplémentaires au titre du budget-programme doivent être limitées aux nouveaux mandats qui ne peuvent véritablement pas être menés à bien avec le budget approuvé; les propositions actuelles ne correspondent pas à un nouveau mandat de l'Assemblée générale et doivent pouvoir être intégrées dans le projet de budget. Les 6,4 millions de dollars requis représentent une augmentation de 13,1 % par

rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2010-2011 au titre du Bureau des technologies de l'information et des communications, alors que les autres entités du Secrétariat ont réduit leur budget de 3.7 % en moyenne. Il faut commencer par démontrer que des économies peuvent être réalisées en utilisant efficacement les ressources courantes avant d'envisager la nécessité de ressources supplémentaires pour de nouvelles initiatives. Le Responsable en chef des technologies de l'information a le pouvoir d'utiliser les ressources existantes du Bureau des technologies de l'information et des communications et de coopérer avec les directeurs TIC pour assurer dans l'ensemble du Secrétariat des activités télématiques et informatiques harmonisées, améliorées et efficaces.

35. **M. Prokhorov** (Fédération de Russie) note que les États Membres ont cherché à minimiser la fragmentation des opérations informatiques et télématiques en établissant le Bureau des technologies de l'information et des communications. La délégation russe est donc préoccupée par le fait que le Bureau ait lui-même adopté une approche fragmentée avec une série de propositions impliquant d'importantes dépenses financières.

36. Le projet de progiciel de gestion intégré a été présenté comme la pierre angulaire de la réforme de la gestion. Il est donc très préoccupant de constater que sa mise en œuvre soit retardée de deux années, qu'un Directeur de projet manque depuis juin 2011 et que le Secrétaire général adjoint à la gestion ait donné sa démission en tant que président du Comité de pilotage. À l'instar du Comité consultatif, M. Prokhorov estime que le projet a souffert d'un manque de leadership et de contrôle et qu'en outre, le Secrétaire général n'a fait aucun effort pour trouver les responsables des actions ou de l'inaction qui ont entraîné les retards. Il espère que le Secrétariat veillera à ce qu'Umoja soit mis en œuvre compte tenu dans les limites du budget approuvé.

37. Pour déterminer les avantages effectifs des réformes, il est nécessaire de quantifier les ressources qui seront libérées comme suite aux changements apportés dans la gestion des TIC et à la mise en œuvre d'Umoja; les décisions concernant l'utilisation de ces ressources relèvent de l'Assemblée générale.

38. **M. Banbury** (Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions), répondant aux préoccupations soulevées par les délégations, indique que l'équipe d'Umoja est

tout à fait consciente des enjeux auxquels est confronté le projet en termes de délais, de performances, de capacités et de coûts et qu'elle est prête à y faire face.

39. **M<sup>me</sup> Casar** (Contrôleur) souligne qu'elle a écouté avec attention les préoccupations exprimées par les délégations sur les problèmes financiers et s'engage à assurer que les informations financières fournies à la Commission soient exactes et fiables.

40. **Le Président** indique que le deuxième rapport du Secrétaire général sur la réforme (A/57/387) a souligné la nécessité d'investir dans les TIC. Les États Membres ont accueilli avec satisfaction la nomination d'un Responsable en chef des technologies de l'information ayant pour mission de remédier à la fragmentation du système télématique et informatique. Si les préoccupations concernant la fragmentation et les retards dans la mise en œuvre d'Umoja sont légitimes, il est impératif que l'Organisation des Nations Unies continue de développer rapidement les technologies de l'information et des télécommunications. Malgré la situation financière difficile, il importe de reconnaître, comme l'a fait le Comité consultatif, que l'Organisation doit être dotée des outils nécessaires pour rester compétitive au vingt et unième siècle.

*La séance est levée à 11 h 50.*